

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45000 Orléans

Orléans, le 07/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CENTRALE EOLIENNE DE PATAY SAS

40 avenue des Terroirs de France
75012 Paris

Références : AV 415 / 2025
Code AIOT : 0010011772

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/07/2025 dans l'établissement CENTRALE EOLIENNE DE PATAY SAS implanté Vallée des Gommiers 45310 Patay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection se fait dans le cadre d'une opération coup de poing locale sur le volet biodiversité de l'exploitation des parcs éoliens.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CENTRALE EOLIENNE DE PATAY SAS
- Vallée des Gommiers 45310 Patay
- Code AIOT : 0010011772

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Patay se situe à environ 26 km au Nord Ouest d'Orleans. Ce parc, mis en service le 14 mai 2007, se compose de 6 éoliennes de type Vestas 90 d'une puissance unitaire de 2MW.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 8

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suivi environnemental – délais	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Suivi environnemental – protocole	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Suivi environnemental – délais IIC	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3	Sans objet
4	Suivi environnemental – versement des données	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
5	Accidents / incidents	Code de l'environnement du 31/07/2025, article R.512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental – délais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Actions régionales, Suivi environnemental
Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. [...]

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

[...]

Constats :

Un premier suivi post implantation a été réalisé en 2015. Aucune préconisation de bridage n'a été émise à l'issue de ce suivi.

En 2021, le groupe EDPR, dans sa politique interne, a souhaité réaliser des campagnes de suivis environnementaux sur l'ensemble de ses parcs en raison de changements dans le collectif humain de l'équipe environnement. Ainsi, un suivi environnemental a été effectué en 2022, ainsi qu'une étude des chiroptères en nacelle conformément au protocole de suivi environnemental des parcs éoliens (révision 2018).

Au regard des résultats obtenus en 2022 lors du suivi de mortalité, un impact significatif avait été retenu, nécessitant la mise en place d'un bridage pour réduire l'impact du parc sur les noctules communes notamment.

Dans le but d'évaluer l'efficacité de cette mesure corrective, un nouveau suivi a été réalisé en 2023 entre les semaines 26 et 43. Toutefois, le bridage préconisé en 2022 n'avait pas été mis en place en 2023 faute de validation d'une solution technique applicable. EDPR a en effet fait le choix de ne pas mettre en place de bridage dans la mesure où il ne pouvait pas être automatisé, il aurait dû être fait manuellement.

Le suivi 2023 préconisait d'alléger le bridage de 2022. L'étude préconise également de poursuivre le suivi de l'efficacité des mesures correctives en 2024 ainsi que des écoutes en altitude pour 2024. Au vu de la forte prédation sur ce parc, il conviendra de prévoir 2 passages par semaine sur la période S26 à S 43.

En 2024, le bridage V2 tiré du rapport de 2023 (bridage allégé de 2022) a été mis en place. Toutefois, aucun suivi n'avait été programmé pour 2024 en raison de l'incertitude liée à la mise en place du bridage dès 2024.

Pour le parc Vestas, EDPR a fait le choix de passer par un logiciel interne pour le bridage des machines, ce qui implique qu'EDPR a désormais directement la main sur le bridage.

L'exploitant présente un mail interne qui demande la modification du bridage pour passer sur les paramètres de la V2 du bridage.

Par sondage, l'inspection consulte les données du SCADA relatives à la soirée du 4 juillet 2025 sur E3. A 23h10 la vitesse de vent passe sous la vitesse de 6m/s, on constate un arrêt du fonctionnement de la machine. Le fonctionnement reprend à minuit lorsque la vitesse de vent enregistrée a dépassé les 6m/s. L'inspection constate par sondage que le bridage est opérationnel. Le Bridage V2 est opérationnel. En revanche, son efficacité n'a pas encore été évaluée et devrait l'être avec le suivi 2025.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de l'efficacité du bridage mis en place et préconisé depuis 2022.

Ecart.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Suivi environnemental – délais IIC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3
Thème(s) : Actions régionales, Délais transmission suivi environnemental
Prescription contrôlée : [...] II. Par dérogation au I., l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée : - les rapports de suivi environnemental visé à l'article 12, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis; [...] Constats : L'exploitant a envoyé à l'inspection le rapport du suivi 2023 à l'inspection des installations classées par mail en date du 12 avril 2024. Le rapport est daté de mars 2024. La campagne s'achevant en octobre, le délai a été transmis 6 mois après la dernière campagne de prospection. Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi environnemental – protocole

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Actions régionales, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. [...] Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. [...]
Constats :

Le suivi 2023 semble avoir été réalisé conformément au protocole national. Toutefois, le rapport évoque "des adaptations" du protocole.
L'exploitant n'est pas en mesure de préciser de quelles adaptations il s'agit.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que le suivi a été réalisé conformément au protocole reconnu par le ministère.

Ecart constaté

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Suivi environnemental – versement des données

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

Thème(s) : Actions régionales, Suivi environnemental – versement des données

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. [...]

Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute autre personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de téléservice de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018.

Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.

Constats :

L'exploitant présente une preuve de dépôt sur dépôtBio concernant le parc de Patay en date du 09/05/23 avec en liste de jeux de données associées au cadre :

2022 - Oiseaux inventaire non protocolé

2022 - Chauves souris inventaire non protocolé

2023 - Oiseaux inventaire non protocolé

2023 - Chauves souris inventaire non protocolé

La date de lancement du cadre d'acquisition enregistrée sur le certificat est le 10/04/2024.

L'exploitant a bien versé les données relatives aux suivis 2022 et 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Accidents / incidents

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/07/2025, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Accidents / incidents avifaune – chiro
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du suivi de 2023, les mortalités suivantes ont été constatées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faucon crécerelle - Tourterelle turque - Martinet noir - Alouette des champs - Bruant proyer - Pipistrelle non identifiée. <p>Aucune de ces espèces ne nécessite de réaliser une déclaration d'accident / incident.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite